

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 12

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2540 - Prix : 1 €

*Hamon a oublié
sa fronde*

Page 4

*Macron : tout
bon pour les
patrons*

Page 5

*Le programme
social de Le Pen
: malheur aux
pauvres*

Page 6

*Guyane : la grève
générale
se poursuit*

Page 9

*Mars 1947 : la ré-
pression sanglante
de l'insurrection
malgache*

Page 10



**Votez
Nathalie
Arthaud**

**Le camp
des travailleurs**

En votant Nathalie Arthaud, dire les exigences des travailleurs et se préparer à les imposer

À l'approche de la présidentielle, on annonce que quatre candidats pourraient avoir des résultats proches. Si cela accroît l'incertitude sur la personne qui remplacera Hollande, il n'y a pas de doute à avoir sur la politique qu'elle mènera, qui sera dictée par les patrons des grandes entreprises et des banques.

Avant son élection, Hollande avait dit que son premier ennemi serait la finance et qu'il la combattrait. Élu, il n'a même pas fait mine d'appliquer cette promesse. Il s'est incliné devant les exigences des capitalistes en leur versant des dizaines de milliards d'euros d'argent public. Il a fait adopter les lois Macron et El Khomri, qui ont démantelé le code du travail, facilité les licenciements, augmenté la précarité sans autant créer d'emplois.

On comprend donc que bien des travailleurs ayant voté Hollande en 2012, désorientés, ne veulent plus croire aux discours. Pourtant le petit jeu de la démagogie et des fausses promesses est reparti.

Bien sûr, le candidat de la droite Fillon n'a pas besoin de faux semblants pour satisfaire son public. Il dit qu'il s'en prendra aux services publics, aux fonctionnaires et à ce qu'il reste du code du travail. Mais Macron n'est guère différent. En fait de renouveau, il annonce qu'en matière sociale il poursuivra ce qu'il a fait comme ministre de Hollande et qu'il gouvernera par ordonnances. Il ne cache pas que sa politique serait faite de nouvelles attaques contre les travailleurs.

À l'extrême droite, Marine Le Pen voudrait profiter du désarroi créé par le quinquennat Hollande pour jouer à la candidate des pauvres et des petites gens. En fait, elle n'envisage pas une seconde de s'en prendre au grand patronat et à ses milliards. Son ennemi n'est pas la finance, mais les plus pauvres des travailleurs, les migrants, les sans-papiers, les immigrés en général, comme si les exploités étaient de ce



côté-là ! Elle divise les travailleurs, en les incitant à s'en prendre aux plus pauvres d'entre eux. C'est se montrer pour ce qu'elle est : une ennemie mortelle du monde du travail.

À gauche, Hamon et Mélenchon veulent se distinguer de la politique qu'a menée le Parti socialiste, dont ils sont issus. Selon les sondages les chances de Mélenchon seraient en hausse. Mais même s'il était élu, il n'y aurait aucune raison de lui faire plus confiance qu'à Hollande. Il se comporterait comme lui, et pour la même raison : en réalité, ce n'est pas l'élu à l'Élysée qui décide de la politique à mener car le grand patronat, les banques, les marchés financiers la lui dictent.

On l'a vu non seulement en France, mais en Grèce, dont la population a subi un appauvrissement dramatique pour payer les milliards d'intérêts exigés par les banques. Élu pour tenter de leur résister, le gouvernement Tsipras a rapidement capitulé. Il s'est fait l'agent payeur qui reverse aux banquiers l'argent soutiré à la population grecque.

Si Mélenchon était élu et même s'il voulait tenir ses promesses, il ne tiendrait pas le peu de temps qu'a tenu Tsipras. Il capitulerait, prendrait le tournant de l'austérité et dirait qu'il se heurte au "mur de l'argent". Les dirigeants de la gau-

che de gouvernement ont toujours justifié ainsi leurs reculs, feignant de découvrir ce "mur", qui n'est fait que de la volonté de la grande bourgeoisie capitaliste d'imposer ses choix. Comme s'ils n'avaient pas connu son existence avant !

Mélenchon ou Hamon peuvent faire semblant de ne pas voir ce mur, mais pas les travailleurs. Ils n'ont pas à conquérir un poste, mais à défendre leurs conditions d'existence face aux attaques qu'ils subiront de toute façon, quel que soit l'élu. Ils ne peuvent faire comme si le mur n'existait pas.

Alors, pour dire que ce mur est là et qu'il faut se donner les moyens de l'abattre, Lutte ouvrière présente la candidature de Nathalie Arthaud.

Les exigences des travailleurs sont d'interdire les licenciements, de répartir le travail entre tous, d'augmenter les salaires et pensions, de contrôler les comptes des entreprises et de l'État. L'imposer ne se fera pas par une élection. Il faudra mobiliser toute la force des travailleurs, dans les entreprises et dans la rue, pour battre en brèche la résistance patronale.

Voter Nathalie Arthaud, ce sera pour les travailleurs exprimer ce que sont leurs nécessités vitales. Mais ce sera aussi se préparer à lutter pour les imposer.

Le PCR à la remorque de Mélenchon

Samedi 1er avril le Comité central « élargi » du Parti communiste réunionnais qui s'est réuni dans la ville du Port a pris la décision de soutenir Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles et de mobiliser les militants du parti pour créer une « dynamique » autour de cette candidature.

Cela faisait bien longtemps que le PCR ne s'était pas impliqué autant dans une campagne présidentielle pour un candidat. Lors de précédents scrutins il s'était la plupart du temps contenté de donner des consignes de vote parfois équivoques, comme lors de son choix en 1995 pour des candidats qui se prononçaient soi-disant pour « l'égalité sociale », dont Chirac.

Alors pourquoi aujourd'hui ce branle-bas de combat pour Mélenchon ? Les dirigeants du PCR auraient trouvé en la personne du candidat de « La France insoumise » celui qui « se situe dans la logique du PCR depuis sa création » parce qu'il promet de changer le cadre institutionnel en créant une 6ème République.

En effet, pour le PCR qui répète inlassablement que la départementalisation a montré ses limites, l'actuelle constitution française doit être changée car elle ne permet pas de « régler les problèmes fondamentaux à venir » de La Réunion. Il espère qu'avec Mélenchon il aura plus de chance d'obtenir

la création d'une assemblée territoriale dotée de compétences élargies pour permettre aux Réunionnais de « régler eux-mêmes leurs problèmes et de leur permettre aussi de s'insérer dans leur environnement géoéconomique ».

Ce que réclame le PCR c'est la possibilité pour les élus locaux de passer des accords avec les pays de la zone Océan indien, ce qui libérerait les capitalistes réunionnais de certaines entraves pour décrocher des marchés avec les pays voisins, tout en bénéficiant d'une main d'œuvre plus corvéable ou bien encore de gérer avec plus de marges un fonds de développement abondé par les subventions de l'État français et l'Europe.

Le PCR qui veut « plus de responsabilités » se pose en bon gestionnaire des affaires des capitalistes comme l'a été son principal dirigeant et fondateur Paul Vergès lorsqu'il a été à la tête de la Région.

Toutes ces gesticulations autour d'un hypothétique changement de « cadre » pour La Réunion ne concernent pas les travailleurs. Elles sont bien éloignées des préoccupations qui sont les leurs à savoir le chômage, la précarité de l'emploi, le manque de logement, l'illettrisme, etc.

Laisser croire que le changement de constitution règlera ces problèmes qui touchent durement les classes po-

pulaires est une véritable duperie. La nouvelle Constitution promise par Mélenchon et encensée par le PCR ne remettra pas en cause le pouvoir de nuire des capitalistes qui ferment des entreprises, qui licencient, réduisent les salaires, imposent les heures supplémentaires aux salariés, etc.

De « grandes » familles réunionnaises et leurs rejetons n'ont-ils pas connu, de génération en génération, nombre de républiques et de constitutions, ce qui ne les a jamais empêché d'amasser des fortunes sur le dos des esclaves, des engagés, des ouvriers ?

Les avancées sociales n'ont jamais été obtenues par des changements de statuts mais par des luttes successives menées par la classe des travailleurs qui les ont arrachées aux capitalistes. Le PCR le sait bien mais il préfère fourvoyer les classes populaires dans un mauvais chemin pour ne pas s'en prendre aux intérêts des possédants.

Les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités qui veulent faire entendre leur voix ont la possibilité dans cette élection de voter pour un programme qui met en avant la défense de leurs intérêts immédiats et essentiels. Ce programme est défendu par Nathalie Arthaud qui la seule candidate véritablement dans le camp des travailleurs ; la seule candidate communiste.

Mélenchon : un drôle de partisan de la paix

Lors de son meeting sur le port de Marseille le dimanche 9 avril, Jean-Luc Mélenchon s'est présenté comme le candidat de la paix, un rameau d'olivier à la main.

Mais s'il a longuement dénoncé les risques d'un engrenage guerrier dû à la politique américaine, en prônant la sortie de l'OTAN, il a par contre réussi en une heure de discours à ne pas condamner les interventions militaires françaises en Afrique.

Il a ainsi parlé de la guerre en Ukraine, où la France n'intervient pas, mais n'a pas eu un mot sur le Mali ou la Centrafrique, où elle le fait. En Syrie aujourd'hui, en Afghanistan hier, l'impé-

rialisme de second ordre qu'est la France sert de supplétif dans des interventions militaires décidées à Washington. Mais il sait aussi prendre l'initiative seul, dans la zone où l'impérialisme américain lui laisse le rôle de gendarme, les anciennes colonies françaises d'Afrique. Or nulle part dans son programme Mélenchon ne s'affirme en faveur du retrait des troupes françaises du continent. Il y reste simplement muet sur la question.

En ce qui concerne les interventions militaires, Mélenchon prône d'ailleurs simplement de « refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU », ce qui implique que les États impérialistes peuvent s'engager dans les guerres

qui leur conviennent s'ils ont ce mandat. Or l'ONU n'est rien d'autre qu'une institution créée par les grandes puissances pour couvrir leurs brigandages impérialistes du voile d'un prétendu droit international. L'ONU a joué ce rôle depuis sa naissance, et aujourd'hui c'est avec son accord que l'armée française intervient au Mali et en Centrafrique. L'impérialisme français a même pris l'habitude, dès qu'il le peut, de sous-traiter l'occupation des pays où il intervient aux soldats de l'organisation internationale.

Pas plus que celui du gouvernement, le nationalisme de Mélenchon ne fait bon ménage avec la paix.

Mélenchon préfère l'impérialisme français

« Il n'y a personne en Europe, à part votre serviteur, qui dit que l'avenir de la défense, de sa patrie, (...) est de sortir de l'OTAN et de sortir de cet engrenage militaire ! », a déclaré Mélenchon.

Nul doute que l'OTAN, dont la naissance remonte à la guerre froide contre l'URSS, soit une organisation de combat de l'impérialisme dominée par les États-Unis. Mais s'en prendre

au militarisme de l'OTAN ne suffit pas. Mélenchon fait la part belle à l'impérialisme français. Quand il critique ses interventions en Afrique, c'est pour reprocher qu'elles ne se fassent pas sous l'égide de l'ONU et avec un vote au Parlement. Il se garde bien de dénoncer clairement ces interventions militaires, comme il se garde en général de dénoncer clairement les capitalistes français.

Hamon a oublié sa fronde



CC BY SA 40 28-08-16

Quelques jours après le passage de Macron, son ex-collègue et concurrent à la présidentielle, Hamon, le candidat officiel du Parti socialiste est venu faire un saut à la Réunion avec l'espoir d'y trouver quelques soutiens.

Son meeting à Saint-Joseph a rassemblé quelques 3000 personnes soit autant que le meeting de Macron à Saint-Denis. Il a pu à cette occasion compter sur le soutien du député maire socialiste de la ville, Lebreton, qui s'était affiché comme un opposant à la loi Travail, mais aussi sur celui d'Huguette Bello (PLR) et de l'ex-maire PCR de Saint-Louis, Claude Hoarau, en rupture avec le PCR.

Le « frondeur » Hamon a montré à cette occasion les limites de son opposition à François Hollande et à sa politique menée en Outremer, la taxant de « positive ». Puis il a ajouté : « bien sûr il reste beaucoup à faire, mais moi je dis qu'il a tenu la plupart de ses engagements ».

Résorption du chômage ? 130 000 chômeurs, dont 45 % des jeunes de 18 à 25 ans. Et ce malgré les centaines de millions de cadeaux alloués au patronat réunionnais par l'État (lois Travail, Rebsamen, Pacte de responsabilité, loi Ma-

cron, CICE), que Hamon ne compte pas remettre en cause. Quel constat d'échec !

Prix et salaires ? : Ils n'ont pas cessé d'augmenter alors que salaires et retraites sont quasiment au point mort depuis des années, quand ils n'ont pas reculé, et que la précarité et les contrats à temps partiels deviennent le lot de plus en plus de travailleurs. Plutôt que de préconiser des augmentations de salaires et des créations d'emplois qui impacteraient les profits patronaux, Hamon fait miroiter son « revenu universel », à peine supérieur au RSA et qui sert d'unique ressource à près de 100 000 Réunionnais.

Logement ? Toujours entre 20 et 30 000 mal logés alors que des milliers d'ouvriers du BTP se morfondent au chômage.

Transports en commun ? le PS local en faisant alliance avec la droite a fait échouer une des solutions les plus raisonnables pour transférer une partie du trafic routier vers le tram-train avec pour résultat catastrophique des embouteillages à n'en plus finir partout dans l'île ayant pour conséquence d'allonger les journées de travail.

Illettrisme ? Echec total de par

Fil Rouge

Fillon a de gros besoins

Répondant au journaliste Bourdin sur RMC, qui lui demandait s'il était comme tous ces gens ordinaires qui n'arrivent pas à mettre de l'argent de côté, Fillon a fait vibrer la fibre démagogique en disant que non il n'y arrivait pas non plus.

Or Fillon a déclaré l'an dernier un revenu de 23 000 euros par mois. Et, les années précédentes, l'argent public versé à sa femme pour se tourner les pouces lui était revenu, et même celui de sa fille.

Une véritable éponge à euros

Ce n'était pas un poisson d'avril

Le 1er avril, des habitants de Calais ont reçu un PV leur enjoignant de payer une amende de 68 euros pour « émission de bruits portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme ».

Quels méfaits avaient-ils commis ? Faire à une trentaine un concert de casseroles, le 21 mars, à la porte d'un meeting de soutien à Fillon, auquel participait entre autres la maire LR Natacha Bouchard. « On a vu arriver la brigade anti-criminalité, la police nationale, la police municipale, ils étaient 50, pour nous qui étions 30 », rapporte le responsable du syndicat Sud-Solidaires de la ville. Bravo la police !

l'absence de volonté politique et de moyens humains pour faire reculer ce fléau qui touche 110 000 Réunionnais.

Le candidat Hamon, ex-ministre de Hollande, se félicite du bilan de ce dernier. Cela, montre bien, malgré ses envolées à destination de la jeunesse (« Ayez envie de renverser la table ! ») qu'il est bien, comme le chef de l'État, un politicien comme les autres qui mettra toute son énergie à préserver les intérêts de la bourgeoisie et se contentera de distribuer quelques miettes aux classes populaires, en les lanternant avec des promesses jamais tenues comme cela a été fait depuis cinq ans !

Macron et Estrosi : qui se ressemble s'assemble

Dans la course engagée pour servir à la tête de l'État les intérêts du patronat, Macron se présente aux électeurs comme un candidat qui ne serait lié ni à la droite ni à la gauche. Il prétend ainsi s'exonérer du bilan de François Hollande, alors qu'en tant que secrétaire général adjoint de l'Élysée puis ministre de l'Économie il fut l'un des principaux artisans de sa politique antiouvrière.

C'est pourquoi, après avoir reçu le ralliement à gauche de Valls, Le Drian et Delanoë, Macron a cherché à rétablir l'équilibre à droite en rencontrant

Estrosi. Il est vrai que ni la personnalité d'Estrosi ni ses idées n'ont de quoi effaroucher Macron, ni d'ailleurs le PS. N'est-ce pas à ce parti qu'Estrosi doit son siège, le PS ayant retiré sa liste au second tour des dernières élections régionales et appelé à voter pour lui face à Marion Maréchal-Le Pen ? Estrosi s'était fait une spécialité de multiplier les déclarations contre les migrants, et il continue aujourd'hui en déclarant qu'il ne laissera pas s'installer dans sa région des centres d'accueil pour les immigrés, qualifiés de «

mini-jungles de Calais ». Cela n'a pas empêché Macron d'accueillir ses déclarations d'amitié et de le saluer lors de son meeting à Marseille comme un « républicain qui a su arrêter le FN ».

Derrière l'image de nouveauté que veut se donner Macron, il y a simplement la continuation des politiques menées par la droite et la gauche dans tous les domaines depuis des décennies.

Macron : tout bon pour les patrons

Plus la date de l'élection approche, plus Macron, tout en restant dans un flou artistique, précise ses choix : l'heure n'est plus de se dire « et de droite et de gauche », son slogan pourrait être simplement « c'est tout bon pour les patrons ».

« Je souhaite introduire dès l'été un projet de loi pour simplifier le droit du travail et décentraliser la négociation. Il s'agit de donner plus de place à l'accord majoritaire d'entreprise, ou de branche, d'une part, d'encadrer les décisions des Prud'hommes, d'autre part. Le tout par ordonnances, pour procéder de manière rapide et efficace », un véritable discours d'ouverture à des assises du Medef !

Car Macron a bien l'intention de s'en prendre au monde du travail. La dette, qui pourtant ne concerne en rien celui-ci, Macron veut « la réduire de manière efficace et durable ». Cela se fera non seulement avec les 120 000 postes de fonctionnaires qu'il entend supprimer, en particulier dans les collectivités locales, mais aussi sur les dépenses de fonctionnement de ces dernières, qu'il compte réduire de 2 milliards par an, alors que les collectivités



sont déjà contraintes de compenser en grande partie ce que l'État n'assure plus.

Tout est à l'avenant, de la fin des statuts sociaux dits protégés aux « syndicats qui font trop de politique » et « ne représentent plus l'intérêt général ». Et ses mesures, si elles se concrétisent,

susciteraient la même opposition dans le monde du travail que le chapelet d'attaques du quinquennat passé, de la loi Macron à la loi El Khomri.

Voilà les travailleurs prévenus : pour répondre à Macron comme à Valls, il leur faudra descendre dans la rue.

Fillon/Robert : le camp décomplexé du patronat

Lors de l'interview donnée au Quotidien et parue le 15 avril 2017, le président de la Région, Didier Robert a déclaré que les 100 milliards d'euros d'économies n'impacteront pas la Réunion, pas plus que la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires. Pour lui, il ne s'agit pas d'austérité, mais de « redressement ».

Redressement pour qui ? Pour ses amis du patronat évidemment puisqu'il trouve tout à fait raisonnable de ramener l'impôt sur les sociétés de 33 à 15 %, de supprimer le RSI et l'impôt sur la fortune, de transformer la Réunion en zone franche. Dans le même temps, il se scandalise à l'idée

que l'on puisse augmenter les bas salaires de quelques centaines d'euros.

Continuer à puiser dans les fonds publics pour arroser le patronat, et imposer encore plus de sacrifices aux travailleurs et aux chômeurs, voilà ce que Didier Robert considère comme une politique « raisonnable ».

La droite prise dans ses contradictions

Dans la même interview, Didier Robert explique que si Fillon prévoit dans son programme de fermer les centrales au charbon (celle de la centrale du Port produit 40 % de l'énergie de La Réunion !), il a dans sa musette d'autres solutions de rechange pour compenser la perte de production.

Didier Robert propose sans rire d'augmenter la production d'électricité issue de la bagasse (actuellement 8,5 % de l'énergie totale produite) alors

que la production de canne (et donc de bagasse) ne parvient pas depuis des années à dépasser les deux millions de tonnes ! Il prévoit aussi d'augmenter la production photovoltaïque (8 % du total aujourd'hui) en « augmentant son prix de rachat par EDF »... qui ces dernières années l'a baissé et qui est surtout endettée jusqu'au cou ! Enfin, il parle de « révolution » dans les transports en commun alors que la population réunionnaise attend toujours en 2017, les

2000 bus promis par lui depuis sa première élection en 2010 sans compter sa décision de jeter aux oubliettes le projet de construction de tram-train prévu par son prédécesseur, Paul Vergès.

Amateurisme, inconséquence sur le plan de la gestion de l'économie, telle est la politique de la droite qui entend laisser toute liberté au patronat pour continuer à racketter la population et assécher les finances publiques.

Le programme social de Le Pen : malheur aux pauvres

Marine Le Pen se prétend amie des petites gens et fait assaut de démagogie à leur égard. Pourtant, son mépris pour les travailleurs et son parti-pris congénital pour les patrons affleurent à toutes les lignes de son programme. Pour le financement de la santé, par exemple, Le Pen n'évoque que la lutte contre les « arrêts maladie abusifs », les soins aux étrangers, les prestations sociales indues. Pas un mot sur les bénéfices colossaux des entreprises du secteur, pas un mot sur la ponction opérée par les banques sur la santé publique, pas un mot sur les licenciements et les exonérations de cotisations

patronales, les vraies sources du déficit. En matière d'emploi, Le Pen ne propose que de s'attaquer aux droits syndicaux, et d'offrir la priorité d'embauche aux citoyens français. Cela ne créerait aucun emploi, mais cela a le mérite pour elle de faire reposer la responsabilité du chômage sur les travailleurs étrangers, et pas sur les patrons licencieurs. La candidate du FN se prononce pour l'abrogation de la loi El Khomri, mais ses propositions en matière d'allongement du temps de travail comme d'organisation du droit syndical en sont une resucée. Pour toute augmentation de salaire, Le

Pen propose, pour ceux qui gagnent moins de 1 500 euros, une prime de pouvoir d'achat, non chiffrée, financée par une taxe sur les importations. Les salariés perdraient ainsi au supermarché ce qu'ils auraient gagné en prime sur la feuille de paye. Pas question pour elle de toucher aux milliards de dividendes versés aux familles bourgeoises. Le programme social de Le Pen est clair : pour les travailleurs étrangers, les coups ; pour les pauvres et les travailleurs français, les tracasseries, le mépris, la misère. Avec Le Pen, les capitalistes sont tranquilles.

Ce ne sont pas les mesures d'intimidation ni les barrières qui mettront fin au flux migratoire

Pour tenter d'endiguer la vague migratoire des ressortissants africains vers l'Europe, les dirigeants de l'UE (Union Européenne) proposent de débloquer un fonds pour financer « un plan d'investissement dont pourraient bénéficier certains États africains. Cet argent est, selon les dirigeants de l'UE, destiné à « développer l'économie locale » et à « créer de l'emploi » en Afrique afin d'y fixer ses populations. Mais ce n'est là que de la poudre aux yeux.

Les millions d'euros débloqués iront directement dans les caisses des États, en échange de quoi ils devront renforcer la répression contre ceux qui voudront sortir de l'Afrique dans l'espoir de trouver une vie meilleure en Europe. Les principaux pays bénéficiaires de ces aides sont : la Libye, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Guinée Conakry et

la Côte d'Ivoire. L'UE veut que la Libye verrouille ses côtes pour empêcher la traversée de la Méditerranée. C'est ce même rôle qui est dévolu à la Turquie pour retenir les migrants qui voudraient rejoindre l'Allemagne, la France ou l'Angleterre en passant par la Grèce. En échange de l'argent qui sera versé au gouvernement libyen, celui-ci augmentera la superficie de ses camps de réfugiés pour parquer les migrants avant de les expulser vers leurs pays d'origine.

La Libye sous la dictature de Kadhafi avait déjà conclu un accord du même genre en 2009. Mais après la guerre que les pays européens ont menée contre le régime de Kadhafi et la mort de ce dernier, le nouveau régime libyen s'est montré impuissant à effectuer le sale travail de garde chiourme.

Ce ne sont pas ces mesures répressi-

ves qui mettront fin au flux migratoire. Si des dizaines de milliers de personnes traversent la Méditerranée en risquant leur vie sur des embarcations de fortune (après avoir parfois risqué leur vie dans la traversée du Sahara), c'est parce qu'elles fuient la misère ou la guerre (parfois les deux à la fois) ; c'est une question de survie. Les États des pays riches d'Europe sont en grande partie responsables de la situation catastrophique dans laquelle sont plongées les populations africaines. C'est l'ordre impérialiste dont ils sont les garants qui maintient les populations dans la misère, c'est leur système de domination qui est responsable des guerres et des massacres. Ce sont eux qui maintiennent des dictatures en Afrique pour perpétuer le pillage du continent.

Logement : non aux expulsions !

Depuis le 1er avril, les ménages en situation d'impayés peuvent être à nouveau privés d'électricité, du gaz, ou être expulsés, lorsqu'ils sont locataires.

En 2015, il y avait déjà eu plus de 14 000 expulsions dans le pays, sans compter les ménages qui partent d'eux-mêmes, en particulier pour éviter le traumatisme d'une expulsion à leurs enfants.

Hollande n'a pris aucune mesure durant son quinquennat, hormis le report de quinze jours de la fin de la trêve hivernale, du 15 mars au 1er avril. Il n'a bien sûr pas honoré ses promesses

électorales, telles la construction de 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants, le renforcement de la loi SRU, l'encadrement des loyers dans les zones tendues. Même ses circulaires, comme celle en 2012 qui demande aux préfets de reloger les ménages en difficulté avant qu'ils soient expulsés, sont restées lettre morte.

Le logement est devenu un problème vital pour beaucoup, d'abord à cause de son prix. La seule prévention possible est d'assurer à tous un revenu correct, d'interdire les licenciements

et les suppressions d'emplois afin que tout un chacun puisse payer son loyer.

Pour mettre fin à la pénurie de logements, la priorité doit être de construire chaque année des centaines de milliers, loués à des prix accessibles à tous. Il faut interdire les expulsions locatives et, pour résoudre rapidement les problèmes urgents en cas de nécessité de relogement, il faut réquisitionner les logements inoccupés.

Ce sont certes des mesures radicales, mais l'enjeu, c'est le toit et la vie de millions de personnes.

Santé publique : un déremboursement de plus

À partir du 1er juin, les patients souffrants d'arthrose du genou ne seront plus remboursés des injections d'acide hyaluronique qui servent à lubrifier leurs articulations et les soulagent temporairement.

La ministre de la Santé justifie la mesure au nom d'une nouvelle évaluation de la note attribuée à ce produit par la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux. Face

aux protestations des médecins eux-mêmes, elle propose l'utilisation d'un produit de substitution. Mais il n'est remboursé qu'à hauteur de 15 % et n'est du coup pas pris en charge par la plupart des mutuelles complémentaires.

Le but réel de la mesure est d'économiser 68 millions d'euros. Cela représente une goutte d'eau dans les dépenses de santé, mais aura des conséquences bien réelles pour les patients

qui bénéficiaient de ce traitement, qui n'a pas vraiment d'équivalent aussi efficace d'après les médecins spécialistes.

Ce sont surtout les malades les plus pauvres qui seront pénalisés, condamnés à espacer ou à renoncer à ces injections. Pour que les finances publiques puissent être consacrées avant tout à aider le patronat, il n'y a pas de petites économies !

Élections syndicales : la force de la classe ouvrière est dans les luttes

La CFDT serait désormais la première organisation syndicale dans le privé, passant devant la CGT. C'est du moins ce que dit le Haut conseil du dialogue social, qui a compilé les résultats de diverses élections professionnelles dans les entreprises depuis 2013. La CFDT aurait recueilli 26,38 % des suffrages, la CGT 24,86 %.

Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, et les journalistes complaisants saluent un résultat « historique » des « réformistes » au détriment des syndicats contestataires que seraient la CGT et FO.

Certes, la CGT a perdu des voix. Mais il est bien difficile de comprendre l'état d'esprit des travailleurs, du moins de la minorité qui vote, au travers de ces résultats électoraux. Outre les pressions patronales qui peuvent être très fortes, la volonté de collaboration de classes que la CFDT affiche

au niveau national ne vaut pas forcément pour toutes ses sections ni pour tous ses électeurs. Quant au prétendu radicalisme de la CGT, il mériterait bien des rectificatifs et des nuances.

Ainsi, plus probant que le résultat de ces élections, est le fait qu'au printemps 2016, la quasi-unanimité des travailleurs s'affirmait contre la loi travail, que défendait la CFDT, même si cela ne s'est pas traduit dans les votes. L'opinion des travailleurs change en fait radicalement quand ils se relèvent et décident de ne plus accepter les diktats patronaux. Car c'est alors, et alors seulement, qu'ils prennent conscience de leur force et qu'ils sont capables de bousculer les choses, en jetant par-dessus bord les concessions acceptées par des syndicats, fussent-ils majoritaires, dans le cadre du prétendu dialogue social.



Changer cet ordre social qui nous mène à la guerre

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le régime syrien livre à son propre peuple depuis 2011. Cette guerre a fait 500 000 morts, 10 millions de déplacés, soit la moitié de la population, dont au moins 4 millions ont dû quitter le pays.

Après avoir soutenu Bachar Al Assad, les grandes puissances ont misé sur sa chute quand la guerre a commencé. Les États-Unis ont soutenu des milices islamistes financées par leurs alliés, comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Puis, en 2014, quand la guerre contre Daech est devenue la priorité, les États

occidentaux ont misé sur le maintien d'Assad. Lorsque la Russie est intervenue dans cette guerre, ils ont émis des protestations diplomatiques, mais ont laissé faire. « Plutôt Bachar que Daech », disaient-ils. Une position que Trump lui-même rappelait il y a quelques semaines.

Et puis, les États-Unis ont accusé le régime syrien du bombardement de Khan Sheikhoun et ils ont frappé une base aérienne. Trump prétend ainsi venir en aide aux Syriens. Quelle hypocrisie, alors qu'il a mis fin à l'accueil déjà limité des réfugiés syriens aux États-Unis ! Son souci n'est pas la protection des Syriens, mais la défense des

intérêts des États-Unis dans le conflit et de montrer qu'ils y sont maîtres du jeu.

L'intervention américaine est une marche de plus dans cette escalade dont personne ne sait où elle peut mener, dans une région où sont déjà impliqués de nombreuses armées, de Russie, de Turquie, d'Iran, d'Arabie Saoudite et de France.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », disait Jaurès. Il est nécessaire de mettre fin aux causes des guerres : les rivalités entre grandes puissances, la recherche du profit par la minorité privilégiée qui domine la société.

DANS LES ENTREPRISES



Mort pour le capital

Mercredi 12 avril, un ouvrier de 41 ans a perdu la vie sur un chantier de la SBTPC à la Possession. Il a perdu l'équilibre après avoir heurté un coffrage et a chuté alors qu'il travaillait au 6ème étage d'un immeuble en construction.

Il semble aussi qu'il ait été employé à des tâches pour lesquelles il n'avait pas la formation requise. Il était de plus non muni de ceinture de sécurité ce qui lui aurait sauvé la vie.

Sur le chantier, des ouvriers ont dénoncé le manque d'encadrement disant qu'ils sont livrés à eux-mêmes et travaillent sans surveillance.

La SBTPC fait pourtant partie des principales entreprises du bâtiment de La Réunion. Elle n'a aucune excuse pour avoir laissé ce travailleur effectuer des tâches pour lesquelles il n'était pas formé, aucune excuse non plus pour ne pas lui avoir fourni les équipements nécessaires pour assurer sa sécurité.

Cet accident n'est pas dû à la malchance. Il est le résultat d'une politique d'économies criminelles faites sur le dos des travailleurs. La direction de la SBTPC a une responsabilité directe dans le décès de cet ouvrier.

Le maire du Port a dû rabattre ses prétentions

La décision du maire PLR du Port, Olivier Hoarau, de ne plus payer les heures des employés communaux travaillant les jours d'élection a une fois de plus déclenché la colère d'une partie des travailleurs concernés qui se sont mis en grève mercredi 12 avril, et ce d'autant plus qu'Olivier Hoarau qui n'hésite pas à se déclarer pour le droit de grève et afficher sa solidarité avec les syndicats de travailleurs, a traité les revendications des grévistes de « farfelues », « d'insulte à la population » et les

grévistes de « prendre en otage la population » et de « défendre des privilèges.

La raison de ce revirement est à chercher ailleurs. Il l'a avoué lui-même. Il veut par ce biais économiser 200 000 euros en ne payant plus les heures supplémentaires. Ce maire comme bien d'autres se retrouve confronté à la diminution des dotations de l'État aux communes, à la diminution des rentrées fiscales décidées par le gouvernement, mais comme c'est un réformiste qui ne veut pas s'opposer

aux diktats du pouvoir en place, mais veut au contraire gérer le système de façon « responsable », il a de ce fait décidé de s'en prendre aux travailleurs du Port en leur faisant payer la note !

Même si les grévistes n'ont pas obtenu le rétablissement du paiement de leurs heures, ils ont contraint le maire à n'employer, lors des prochains scrutins, que les travailleurs volontaires acceptant une négociation ultérieure sur le retour au paiement de ces heures..

Guyane : la grève générale se poursuit

Mardi 4 avril, une manifestation monstre a rassemblé à Kourou des milliers de personnes. C'était la première réponse cinglante au refus méprisant du Premier ministre Cazeneuve de donner satisfaction aux revendications des collectifs mobilisés. Il avait déclaré la veille leur revendication de 2,5 milliards d'euros « irréaliste », comme s'il s'adressait à des enfants. Il est resté sur la proposition de 1,08 milliard, une somme, à l'évidence, largement insuffisante pour rattraper trente ans de retard en matière de services publics et d'infrastructures.

Depuis, les barrages routiers sont maintenus et la Guyane est paralysée : pas de commerces, pas de transports, pas d'école, pas de fusée. Le port est vide de ses travailleurs.

Ce mouvement social de Guyane s'affirme comme un mouvement général où toutes les catégories de la population ont des raisons de protester. Le mouvement s'affirme comme « guyanais », dans une sorte d'unité nationale où certains nationalistes guyanais, pour l'heure minoritaires, tentent de faire avancer l'idée d'un changement de statut politique allant vers une plus grande autonomie.

Mais dans ce vaste mouvement social composite, il y a bien une Guyane plus exploitée, plus pauvre encore que les autres, celle des travailleurs des entreprises, des chômeurs, du petit peuple pauvre des quartiers. Pour l'instant, on ne voit pas apparaître la défense spécifique des intérêts de classe de cette catégorie qui souffre le plus.

L'UTG, l'Union des travailleurs guyanais, le syndicat le plus important, d'obédience régionaliste et nationaliste, ne mène pas cette politique-là. Il est bien plus axé sur la « défense de la Guyane » en général.

Dans cette lutte unitaire, chaque catégorie sociale tente bien sûr de jouer sa propre partition et d'en tirer profit, le petit et le moyen patronat également. Il revient donc aux travailleurs et aux pauvres, sur qui repose la grève générale et tout l'édifice de la protestation, de profiter de ce mouvement pour faire apparaître leur propre force et leurs propres revendications, aujourd'hui reléguées à l'arrière-plan. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour trouver la meilleure voie possible pour se faire entendre.

Côte d'Ivoire : des femmes contre la pénurie d'eau

Des centaines de femmes ont bruyamment manifesté le 09 Mars dernier à Yopougon-Sable. Elles protestaient contre la pénurie d'eau dans le quartier depuis plusieurs mois. Munies de bidons, de seaux, et autres boîtes, elles ont battu le pavé paralysant la circulation et bravant la présence des forces de l'ordre. Elles scandaient : «

on veut de l'eau ! ». Les habitants de Micao avaient eux aussi manifesté dans la même période. La multiplication des manifestations a obligé les autorités à recevoir les représentantes des femmes.

À cette rencontre, le directeur de la SODECI et un ministre se sont engagés à résoudre le problème dans un délai d'une semaine. La pénurie d'eau a duré

des mois. Il a fallu une bonne manifestation pour que la décision de résoudre le problème soit enfin prise. Cela montre à quel point le gouvernement et Bouygues, le capitaliste qui gère la Sodeci se moquent des populations pauvres

Éthiopie : La sécheresse n'est pas la seule responsable de la famine

Dans le sud-est de l'Éthiopie, région essentiellement agricole et d'élevage de bovins, la sécheresse sévit depuis trois ans mais cela fait des années aussi que la petite paysannerie subit les conséquences néfastes de la politique des dirigeants au pouvoir.

En 2014-2015, le régime a changé le système foncier et a loué à des investisseurs étrangers environ trois millions d'hectares de terre. Cela a été une catastrophe pour une grande partie de la petite paysannerie dépossédée de sa terre. Des capitalistes de Chine, d'Arabie Saoudite et d'ailleurs ont accaparé de vastes terres fertiles pour lancer une produc-

tion industrielle d'exportation. Dans le même temps de nombreux paysans ont dû quitter leurs terres avec de vagues promesses de compensation. Au final ils ont été livrés à leur triste sort sur des petits lopins de terres, sans moyens pour affronter des périodes de sécheresse.

Par ailleurs, dans sa prétendue politique de développement industriel, l'Éthiopie a commencé la construction de barrages hydroélectriques. Il y a déjà la construction d'une centrale en cours de réalisation sur le Nil. Une autre est en cours sur la rivière Omo. Les paysans qui vivent en aval de ce futur barrage sont menacés de ne pas avoir suffisamment

d'eau. Cela n'a pas empêché le gouvernement de lancer la construction de ce barrage en sacrifiant la population paysanne. La conséquence de cette décision est qu'il suffit d'une sécheresse pour que les populations de la région soient frappées de plein fouet par la famine. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle.

Cette catastrophe n'a donc rien de naturel mais découle d'une situation politique et économique où ce sont toujours les pauvres qui sont les victimes. C'est à cela qu'il faut mettre fin pour combattre réellement la famine ainsi que bien d'autres fléaux du capitalisme.

Mars 1947 : la répression sanglante de l'insurrection malgache



Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, une insurrection contre la présence française éclatait à Madagascar. Une guerre coloniale commençait, qui devait durer jusqu'en octobre 1948. Il fallut vingt mois pour vaincre l'insurrection malgache ; la répression fit des centaines de milliers de morts.

Pendant près de cinquante ans, l'État français ne reconnut même pas cette guerre coloniale. Ce n'est qu'en 2005 que Chirac, en visite à Madagascar, admit « les périodes sombres », « le travail forcé », et « une dérive coloniale ». Une description encore bien loin de la réalité.

La conquête et l'exploitation coloniale

La République française avait eu bien du mal à vaincre la résistance des Malgaches pour aboutir à faire de l'île un protectorat en 1896. Une exploitation sauvage se mit alors en place. L'esclavage était interdit, mais le travail forcé le remplaça. En 1904, le Code de l'indigénat était édicté. Il imposait des réquisitions, des impôts, interdisait de circuler la nuit, etc.

Lors de la Première Guerre mondiale, 21 000 Malgaches furent envoyés sous les drapeaux, tandis que de fortes contributions en impôts et en produits agricoles étaient versées à l'État français.

En 1926, l'administration coloniale mit en place le Smotig (Service de main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général), un ser-

vice militaire obligatoire de trois ans. Les hommes qui y participaient furent désignés par la population comme les « soldats de la boue ».

En 1936, la seule concession du gouvernement français de Front populaire fut de supprimer le travail forcé pour les travaux publics et d'abroger le délit de presse.

De la Deuxième Guerre mondiale à l'insurrection

Lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale 34 000 soldats malgaches furent envoyés au front, suivis de 70 000 autres, mais les contraintes imposées par le Code de l'indigénat furent renforcées : les récoltes furent réquisitionnées, des jours de travail gratuit imposés, la population sommée de fournir du caoutchouc.

Suite à un accord avec les forces anglaises, Madagascar passa en 1942 aux mains de la « France libre ». L'île connut des heures terribles et, pendant l'hiver 1943-44, une partie de la population fut touchée par la famine.

À la fin de la guerre, l'État français, affaibli, chercha à maintenir coûte que coûte son empire colonial, rebaptisé Union française, bien que de Gaulle eût laissé espérer la possibilité de l'autodétermination à ceux qui rejoindraient son camp..

À Madagascar, le MDRM (Mouvement démocratique pour la rénovation malgache), regroupant les milieux intellectuels et aisés des Malgaches, réclamait l'indépendance au

sein de l'Union française. Malgré les pressions de l'administration française pour favoriser les partis malgaches qui lui étaient inféodés, le MDRM remporta les élections de députés de 1946. Les autorités françaises refusèrent d'accepter ce résultat. Une date d'insurrection circula, indépendamment du MDRM qui y était opposé

Le 29 mars 1947, les insurgés attaquèrent des postes de police, des garnisons et appelèrent la population à les rejoindre. Jusqu'en juillet 1947, la rébellion s'étendit et les autorités françaises perdirent le contrôle de deux zones, l'une au nord et l'autre au sud, qui passèrent aux mains de l'insurrection.

Une répression féroce

L'état de siège fut proclamé. La population européenne forma des milices armées, même si, dans les régions contrôlées aux insurgés, elle paya pour s'assurer leur clémence. La rébellion était mal armée, mais elle était portée par la détermination de la population.

La répression s'abattit. Il y eut des arrestations massives, des exécutions sommaires, des villages incendiés. Les troupes françaises allèrent jusqu'à larguer des prisonniers vivants, depuis des avions, au-dessus des villages rebelles. Les députés du MDRM furent arrêtés et torturés.

Pour mater la révolte, le gouvernement français dut envoyer 18 000 hommes. La guerre avait commencé alors que le Parti socialiste SFIO et le PCF participaient au gouvernement. Mais la répression sauvage contre les Malgaches, pas plus que celle de la manifestation de Sétif en Algérie en 1945 ou les débuts de la guerre d'Indochine, en 1946, n'amena les ministres communistes à rompre la solidarité gouvernementale. Les députés du PCF se contentèrent de protester contre l'arrestation des députés malgaches.

Il fallut attendre 1958 pour que Madagascar acquière une certaine autonomie. Elle devint République malgache au sein de la communauté française, avant d'être indépendante le 20 juin 1960, dans des conditions de pauvreté qui subsistent encore aujourd'hui.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Présidentielle : les dirigeants changent, l'appareil d'État reste

Le choix du président de la République est présenté comme l'acte déterminant pour toute la vie du pays. Les candidats prétendent influencer sur la vie économique, sociale, culturelle, améliorer la vie de tous et de chacun.

Il y a pourtant deux domaines sur lesquels ils n'ont et ne veulent avoir aucune action : la propriété privée des moyens de production et d'échange ; l'appareil de l'État. Les deux domaines sont intimement liés et déterminent en fait tout le reste.

La bourgeoisie, détentrice des moyens de production, des banques, des chaînes de commerce, sait que tous les prétendants à l'Élysée sont à son ser-

vice : ils ont été sélectionnés pour cela. Macron, Fillon, Hamon, Mélenchon ont fait leurs preuves en tant que ministres. Le Pen en rêve depuis toujours. Aucun d'entre eux n'oserait s'en prendre, même en parole, à la propriété privée.

L'État, que le futur président est censé diriger, est une machine bien huilée au service des possédants. Il est composé de milliers de hauts fonctionnaires sélectionnés dans les grandes écoles, puis par des années passées au service des grands groupes ou des ministères, et le plus souvent les deux à la fois. Ces hauts fonctionnaires sont peu connus, si ce n'est dans le cercle très étroit des grands dirigeants d'entreprise. Ce sont

des serveurs de luxe, alliés ou parents de la grande bourgeoisie, qui n'ont de comptes à rendre qu'à cette dernière. Ils assurent la continuité du fonctionnement de l'État au service des puissants. Ils ne changent pas en fonction des élections. Leur poste ne dépend que de leur capacité à servir le grand capital.

Le métier du président consiste seulement à trouver les mots pour faire passer les politiques servant les riches auprès de la population. Chacun le fait certes avec son vocabulaire et en fonction de la clientèle de son parti. Mais les travailleurs n'ont pas à choisir entre des gens qui n'ont d'autre objectif que de mener la lutte de classe contre eux.

Abstention ? Non ! Pour un vote ouvrier conscient

Dans le monde du travail, beaucoup se disent tentés par l'abstention ou le vote blanc, découragés par ces gouvernements qui, les uns à la suite des autres, prétendent mener des politiques différentes, mais qui sont toujours semblables, et invariablement au service de la bourgeoisie.

Mais s'abstenir est tout juste une façon de laisser les autres décider du nom du politicien qui prendra en charge la défense des intérêts du grand patronat, du CAC 40 et des banques, de celui qui

conclura les ventes d'armes au plus grand profit de Dassault, DCNS ou Thales, ou bien qui prendra la décision d'envoyer des troupes en Afrique, pour défendre les intérêts des capitalistes français.

S'abstenir, comme voter blanc, c'est tourner le dos à la possibilité d'exprimer un vote réellement utile pour les travailleurs. Ce vote affirme l'appartenance à un camp, celui du monde du travail, face à celui des exploités qui mettent la société en coupe réglée et la planète à feu et à sang, re-

présenté par les politiciens bourgeois allant de la gauche à l'extrême droite.

Voter pour Nathalie Arthaud, candidate communiste présentée par Lutte ouvrière, ce sera affirmer la conscience qu'au lendemain des scrutins, quelle que soit la nouvelle tête présidentielle, la classe ouvrière aura à lutter pour imposer son droit à vivre dignement et affirmer la perspective d'une société débarrassée de l'exploitation.

La campagne de Nathalie Arthaud - Retraites : pas en dessous de 1 800 euros net

Il y a aujourd'hui plus de 16 millions de retraités dans le pays. Beaucoup doivent survivre avec une retraite misérable, en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 840 euros par mois.

La revalorisation des pensions de retraites, l'assurance de pouvoir vivre et non seulement survivre avec sa pension de retraite, ce qui ne peut passer que par un minimum de 1 800 euros net par mois, est une revendication vitale pour des millions de retraités. Les capitalistes assurent à tous leurs hauts

cadres des sociétés industrielles, financières et commerciales non seulement un haut salaire, même en cas de licenciement, mais aussi une retraite très confortable jusqu'à la fin de leur jour. Assurer une retraite digne à tous ceux qui se sont usés au travail pour garantir la richesse de cette classe parasite est bien la moindre des choses. Il faut l'affirmer à l'occasion de cette élection.



Le vote Nathalie Arthaud : un vote de dignité et de combativité ouvrière

Lundi 10 avril, la campagne électorale officielle a débuté et, avec elle, la diffusion des émissions des candidats sur les chaînes de télévision et les radios de service public. Nathalie a ainsi appelé le 10 avril à « faire entendre le camp des travailleurs ».

« Je me présente pour faire entendre le camp des travailleurs.

Nous, ouvriers, employés, techniciens, enseignants, cheminots, aides à domicile, femmes de ménage, fonctionnaires, caissières... nous faisons tourner toute la société. Nous produisons toutes les richesses. (...) Quand je parle du camp des travailleurs, j'inclus évidemment ceux que la classe capitaliste transforme en chômeurs, en licenciant ou en supprimant des emplois. Je pense aussi aux travailleurs indépendants, auto-entrepreneurs, artisans et commerçants qui vivent de leur travail et qui sont eux aussi rançonnés par le grand capital.

Il faut que nous imposions nos intérêts, nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie, contre les dividendes des actionnaires, contre les fortunes d'une minorité capitaliste, contre les parachutes dorés des PDG.

Il faut stopper ce qui se passe depuis des années, où une minorité privilégiée profite de la crise pour s'enrichir encore et toujours, en écrasant les conditions d'existence de ceux qui travaillent.

Travailleuses, travailleurs, Tous les candidats expliquent qu'avec eux plus rien ne sera jamais comme avant. C'est un mensonge. Au lendemain de l'élection, qu'est-ce qui changera pour nous ?

Beaucoup iront pointer à Pôle emploi, à l'agence d'intérim, ou enchaîneront les petits boulots. Dans les entreprises, nous serons confrontés au même grand patronat, aux mêmes actionnaires invisibles mais tout-puissants. Et ils continueront à nous imposer des cadences de plus en plus folles, plus de flexibilité, pour des salaires insuffisants, parce que c'est sur l'aggravation de l'exploitation qu'ils construisent leurs fortunes et augmentent leurs profits.

Et nous nous retrouverons confrontés au banquier, au proprié-

taire, qui n'admet aucun retard de loyer. Nous serons face au pouvoir de l'État, qui sait dérouler le tapis rouge aux plus riches mais qui se montre sans pitié pour les classes populaires.

L'élection présidentielle ne changera pas notre vie car, quel que soit l'élu, il fera la politique dictée par la classe capitaliste. Les candidats qui peuvent être élus ont démontré, tout au long de leur carrière, leur appartenance et leur dévouement au monde bourgeois.

Voter pour l'un d'eux, c'est voter contre notre camp.

Rejetons ce jeu truqué ! Dénonçons cette société, où les bourgeois ont tous les droits et les travailleurs uniquement des obligations. Affirmons collectivement nos intérêts de classe : avoir un emploi, un salaire, une retraite digne ; pouvoir se loger, se faire soigner et éduquer nos enfants.

C'est un vote de dignité et de combativité ouvrière.

Ensemble, faisons entendre le camp des travailleurs ! »



Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 22 AVRIL de 7H30 à 9H00**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 6 MAI de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 19 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 21 MAI de 8H30 à 10H00**

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282